

CONCERTATIONS SUR LES SOLUTIONS POUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES - Note de synthèse

Systèmes alimentaires pour la santé et la nutrition

Mercredi 23 novembre 2022

Cette Concertation menée par le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, a attiré l'attention sur la nécessité de placer la santé et la nutrition au centre de la transformation des systèmes alimentaires, en mettant en lumière les avantages de l'action en faveur du climat et de la nutrition et en identifiant les possibilités d'intensifier l'action politique et la collaboration entre les parties prenantes. La session plénière a commencé par un appel de Gerda Verburg, coordinatrice du mouvement « Scaling Up Nutrition » (SUN), qui a souligné l'importance de la mise en œuvre de feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires et qui a garanti que les systèmes alimentaires sont à la fois sensibles à la nutrition et au climat. Elle a fait référence à l'[Initiative on Climate Action and Nutrition \(I-CAN\)](#) (Initiative sur l'action climatique et la nutrition) lancée à l'occasion de la COP27.

Stineke Oenema, secrétaire exécutive du Secrétariat des Nations Unies pour la nutrition, a animé un panel d'impact au cours duquel le Dr Francesco Branca, directeur du Département de la nutrition et de la sécurité alimentaire de l'OMS, et sa collègue Lina Mahy, ont mis en lumière un ensemble d'actions politiques efficaces et fondées sur des données probantes pour faire progresser la transformation des systèmes alimentaires pour la santé. Ils ont ensuite présenté les résultats d'une analyse de l'OMS sur l'inclusion de ces actions politiques prioritaires en matière de nutrition dans les feuilles de route nationales. Deux représentants gouvernementaux ont souligné les progrès et les défis relevés pour transformer les systèmes alimentaires en mettant l'accent sur la nutrition (S.E. le Dr Sok Silo, Coordonnateur national des systèmes alimentaires et point focal SUN pour le Cambodge, et Filipe Da Costa, Coordonnateur national des systèmes alimentaires et point focal SUN pour le Timor-Leste le matin ; le Dr Carlos Alvarenga, vice-ministre de la gestion et du développement de la santé, ministère de la Santé pour El Salvador, et Juan Roberto Mendoza, coordinateur du suivi et de l'évaluation du Secrétariat de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, SESAN, pour le Guatemala l'après-midi). Les Coordonnateurs nationaux et les participants ont ensuite été invités à partager leur expérience en petits groupes ainsi qu'en séance plénière. Cette note résume les principaux points de vue partagés par les Coordonnateurs nationaux au cours de la Concertation.

La nutrition et la santé dans les feuilles de routes et les politiques nationales

Aucun pays n'est à l'abri de la malnutrition. L'insécurité alimentaire et la malnutrition s'aggravent dans de nombreux pays. La nutrition joue un rôle clé dans de nombreuses feuilles de routes nationales, mais il existe certainement une marge d'amélioration, comme le montre l'analyse. L'amélioration de la santé et de la nutrition a été identifiée comme essentielle pour le programme de transformation des systèmes alimentaires. Les feuilles de routes ou leurs éléments sont intégrés dans les lois et politiques relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et dans les plans de développement nationaux. Dans certains cas, la feuille de route a été à l'origine du développement d'une politique ou d'une stratégie alimentaire

nationale alors qu'il n'en existait pas auparavant, et a permis de faire avancer la recherche sur l'aspect nutritionnel des aliments. Les Coordonnateurs ont décrit les efforts réalisés pour réduire l'insécurité alimentaire, la malnutrition chronique et les taux d'obésité et pour améliorer l'accès à une alimentation saine et nutritive. Ils ont souligné la nécessité pour les gouvernements de faire de la nutrition une priorité politique non partisane afin d'assurer la continuité de l'action en matière de nutrition, même en cas de changement d'administration. Pour cela, les chefs de gouvernement et les ministres doivent comprendre les différences entre sécurité alimentaire et sécurité nutritionnelle. Au cours de cette Concertation, les Coordonnateurs nationaux et les équipes de coordination ont souligné que les questions d'insécurité alimentaire et de nutrition sont étroitement liées, bien que distinctes.

La production pour une meilleure santé et nutrition

Afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte de la crise mondiale actuelle, les participants ont indiqué que les gouvernements nationaux s'efforçaient de promouvoir et d'investir dans la production locale d'aliments diversifiés et nutritifs, réduisant ainsi la dépendance à l'égard des importations tout en augmentant la disponibilité d'aliments nutritifs locaux et la capacité d'exportation. L'accent est mis sur la qualité et la sécurité de la production alimentaire par le renforcement des capacités des producteurs et la création d'installations de stockage et de systèmes d'information sur les marchés alimentaires. Les Coordonnateurs ont également souligné l'importance de l'innovation par la numérisation, le développement d'une agriculture intelligente face au climat et la biofortification des aliments. La production locale est considérée comme une occasion importante de développer les marchés locaux, de raccourcir les chaînes d'approvisionnement, de promouvoir l'agriculture familiale et d'augmenter l'approvisionnement local afin de favoriser la consommation d'aliments saisonniers, locaux, indigènes et sains. Les gouvernements nationaux révisent les objectifs de production de protéines d'origine animale en mettant l'accent sur l'intensification des petits stocks au niveau local.

La consommation pour une meilleure santé et nutrition

Les participants à la Concertation ont également identifié la consommation comme une question clé à traiter dans la lutte contre toutes les formes de malnutrition. Les gouvernements encouragent de meilleurs modes de consommation alimentaire par le biais de campagnes de sensibilisation et la production de matériel pédagogique diététique pour les écoles et les réseaux sociaux. De nombreux pays adoptent des directives diététiques fondées sur l'alimentation et des lois visant à réglementer la commercialisation des aliments et boissons malsains et l'étiquetage nutritionnel. Une attention particulière est portée à la nutrition pour le développement des tout-petits, la promotion de l'allaitement maternel et de l'alimentation complémentaire, et la supplémentation en cas de carences en nutriments. Les Coordonnateurs ont souligné l'absence d'approche unique en matière de nutrition et la nécessité d'élaborer des directives diététiques sur les aliments locaux qui tiennent compte des spécificités culturelles et favorisent les aliments frais, locaux, indigènes et nutritifs.

L'accès à une meilleure santé et nutrition

Au-delà de la sensibilisation, les Coordonnateurs ont discuté de la nécessité d'améliorer l'accès à l'alimentation et son caractère abordable pour les personnes qui vivent dans des communautés urbaines, suburbaines, rurales et tribales. Dans de nombreux pays, les produits sains sont subventionnés (surtout en cas d'inflation) et les produits malsains comme les boissons sucrées sont taxés. Des filets de protection sociale tels que les banques alimentaires pour les populations marginalisées et les programmes d'alimentation scolaire sont de plus en plus souvent mis en œuvre dans les pays. La nutrition est également considérée comme une priorité dans les programmes de santé, comme moyen de prévention des maladies.

La coordination pour une meilleure santé et nutrition

Des conseils et des comités nationaux de coordination de la nutrition et de la sécurité alimentaire ont été mis en place par les gouvernements du monde entier. Beaucoup sont présidés par le bureau du premier ministre ou de la présidence, afin de coordonner tous les acteurs concernés et d'accélérer la mise en œuvre des politiques. Une collaboration interministérielle, notamment entre les ministères de l'Agriculture, de la Santé et de l'Éducation, est en cours et vise à sensibiliser les autres ministères à la question de la nutrition dans leur domaine et au niveau des collectivités locales. Des groupes de travail techniques ont été mis en place aux niveaux national et infranational pour soutenir l'administration et la mise en œuvre des politiques.

Les Coordonnateurs signalent que des plateformes multipartites et multisectorielles aux niveaux national, provincial, des districts et des sous-districts ont été mises en place pour assurer la coordination entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, notamment les agences des Nations Unies, les partenaires du développement, les donateurs, les universités, le secteur privé et la société civile. Les partenariats public-privé ont été mentionnés à plusieurs reprises, notamment dans le contexte des repas scolaires. Dans certains pays, la coordination autour de la nutrition s'est appuyée sur les réseaux préexistants. Dans d'autres, ces réseaux ont été mis en place à la suite de Concertations organisées avec le soutien des réseaux SUN et en préparation du Sommet sur les systèmes alimentaires. Les Coordonnateurs ont été identifiés comme essentiels à une bonne coordination et à une action collective et sont désormais mandatés dans plusieurs plans de mise en œuvre.

Défis et besoins de soutien

Plusieurs Coordonnateurs ont souligné le défi que représente l'identification des actions portant sur le lien entre l'environnement, le climat, l'alimentation, la santé et la nutrition. Dans de nombreux cas, les acteurs gouvernementaux et humanitaires n'ont pas une bonne compréhension des systèmes alimentaires et de la nutrition et sont donc difficiles à impliquer. De nombreux Coordonnateurs d'Afrique ont souligné la difficulté pour les ministères de faire la distinction entre la lutte contre la faim et la lutte contre la malnutrition, ce qui conduit à des dotations budgétaires et des politiques fiscales axées uniquement sur la sécurité alimentaire. Dépolitiser la question de la nutrition et sensibiliser les acteurs gouvernementaux et les consommateurs à agir ensemble relèvent du défi, surtout dans des contextes instables ou conflictuels. La disponibilité de données ventilées permettant de surveiller les différentes formes de malnutrition et d'apprécier l'impact des interventions sur l'état nutritionnel des

populations reste un défi dans la plupart des pays. La crise liée au coût de la vie, l'augmentation des taux d'inflation et l'impact du changement climatique sur la production agricole affectent davantage l'accès à une alimentation saine. Il a été suggéré que le Pôle pourrait jouer un rôle important en veillant à ce que les agences des Nations Unies et les autres partenaires du développement travaillent de manière intégrée et reflètent le lien entre la santé, la nutrition et les systèmes alimentaires.

La pandémie de COVID-19 a été identifiée à plusieurs reprises comme étant à la fois un défi et une opportunité. En effet, de vastes programmes de soutien économique et social mis en place pour les populations vulnérables sont toujours en cours et les perturbations de l'approvisionnement alimentaire ont entraîné une augmentation de la production locale. Les Coordonnateurs continuent cependant de faire face à d'autres défis communs : le manque de financement et de ressources humaines, ainsi que l'absence de cadres de suivi permettant de suivre et d'apprécier les impacts de la transformation des systèmes alimentaires aux niveaux national et sous-national. L'aide en espèces a été identifiée comme essentielle à court terme. Le Pôle devrait poursuivre le plaidoyer international sur l'importance cruciale de la transformation des systèmes alimentaires et nutritionnels et mobiliser un soutien continu des agences des Nations Unies aux efforts et initiatives des gouvernements pour le développement d'actions à long terme.

Remarques finales

Les expertes de la Coalition d'action pour une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables, la Pre Corinna Hawkes et la Dre Nancy Aburto, ont réfléchi à ce qu'elles avaient entendu, notamment concernant le potentiel d'une alimentation saine comme lien entre les systèmes alimentaires et la santé, sur le rôle du Pôle et de l'écosystème de soutien pour s'assurer que les leçons d'une coordination efficace sont partagées entre les pays (ce qui a permis le succès), pour élever les bonnes pratiques et pour évaluer la capacité nécessaire à la mise en œuvre. Le Dr Stefanos Fotiou, directeur du Pôle de coordination des systèmes alimentaires, a renforcé le message sur la nécessité d'une action simultanée en matière de climat et de nutrition au niveau national, et a souligné le rôle crucial du financement. Le Pôle continuera à œuvrer pour lever des fonds en faveur des pays et du processus de mise en œuvre de la feuille de route vers 2030. Le Pôle entend soutenir la connexion entre les Coordonnateurs et les coalitions et lancera bientôt une enquête pour les coalitions et les autres entités afin d'évaluer et de cartographier leurs offres concrètes de soutien disponibles pour les pays.

La prochaine série de Concertations régionales pour discuter du Bilan est prévue en décembre 2022.